

SÉTIF

# Le lycée Mohamed-Kerouani toujours en travaux depuis deux ans

*Les travaux de restauration du lycée Mohamed Kérouani (jadis, Eugène Albertini) sont toujours à la traîne et ce, depuis plus de deux années. Celui qui jadis faisait la fierté de ceux et celles qui l'ont fréquenté, celui qui a formé des générations de hauts cadres, se trouve actuellement à l'abandon pur et simple.*

Après la lueur d'espoir inhérente à la décision des plus hautes autorités du pays d'allouer des sommes colossales pour sa restauration, voilà que l'on se retrouve dans l'expectative dans la mesure où les travaux de restauration du lycée marquent considérablement le pas.

Cette situation, si elle devait à perdurer, hypothéquerait les futures rentrées scolaires dans cet établissement, qui doit théoriquement attirer l'attention des autorités locales, car l'on ne peut négliger ce joyau architectural : les lourdeurs administratives étant la principale cause de ces retards.

Lorsque l'on sait qu'aucune réunion de chantier, ni de suivi n'a été enregistrée depuis des mois, l'on est en droit de s'interroger sur le devenir de ce lycée. Bien plus, le projet de restauration était confié initialement à la

DUCH qui en avait assuré le suivi ; depuis janvier, soit près de dix mois, le volumineux dossier a été transféré à la DLEP, pour on ne sait quelle raison ! Selon nos sources, les études technico architecturales sont faites depuis bien longtemps, ne reste à lancer que les avis d'appels d'offres mais ces derniers se font toujours attendre.

Contacté à ce sujet, M. Toufik Gasmi, président de l'association des anciens élèves des deux anciens lycées de Sétif (lycée Mohamed Kérouani et lycée Malika Gaid) a affirmé : « mes camarades et moi-même sommes vraiment désolés devant une telle situation, pourtant l'argent est là et bien là, les études techniques sont achevées depuis bien longtemps, les entreprises locales existent. Pourquoi donc retarder les travaux ? Notre association



est tout à fait disposée et c'est son devoir que de prêter si besoin est, toute son assistance.

On a beau multiplier les démarches auprès des autorités en charge du dossier mais en vain. Les portes de l'administration sont closes et bien closes » Espérons que cet appel sera entendu

par les autorités locales et ce, dans l'intérêt des milliers d'élèves, en effet l'achèvement des travaux permettra de résorber plus de 1 500 élèves lesquels se trouvent dans des classes surchargées. Puisse-t-on ainsi revoir cet antre du savoir prochainement ?

I. S.

MILA

# Troubles et protestations citoyennes au quotidien

*Chaque jour ramène son lot de troubles, de mécontentement, de protestations ou carrément d'émeutes, signes d'un profond malaise qui ronge notre société.*

Il ne se passe pas un jour sans qu'on enregistre une contreréaction citoyenne, quelque part, pour une raison ou pour une autre.

Mila, pourtant réputée calme et pacifique, s'est transformée ces derniers temps en un bastion de révolte et de protestations. En effet, et à titre illustratif, les communes d'Oued Athmania et de Sidi Khelifa (au sud du chef-lieu de

la wilaya de Mila) ont vécu dimanche, une journée très mouvementée, où des centaines de citoyens sont descendus dans la rue assiéger les sièges des municipalités pour protester, les uns contre la délocalisation du projet de réalisation d'un port sec de Oued Athmania vers Chelghoum Laïd, les autres contre l'opposition de certains pseudo-proprétaires terriens à l'implan-

tation d'un projet immobilier. Lundi, c'était au tour des habitants de quelques mechtas de la commune de Teleghma de se rassembler devant le siège de la daïra pour protester contre la liste des bénéficiaires de logements ruraux qui, selon eux, comporte des noms de familles qui sont loin d'être dans le besoin.

Et la série continue. Mais jusqu'à quand ? Et où va-t-on ainsi ?

A. M'haimoud

SKIKDA

# Les bénéficiaires des logements sociaux d'El Harrouch contestent la non-attribution des arrêtés

*Une trentaine de bénéficiaires de logements sociaux locatifs de la localité de Saïd-Bousbaâ, commune d'El Harrouche, a observé un mouvement de contestation devant l'antenne OPGI de leur circonscription.*

Ils dénoncent le retard d'attribution de leurs unités, 17 jours après avoir effectué le tirage au sort déterminant l'emplacement des locataires.

L'attribution des arrêtés n'est pas pour demain. Après avoir protesté

trois heures durant devant l'OPGI, ils se sont déplacés au siège de la Daïra. Les différents responsables rencontrés se rejettent la balle.

Aux dernières nouvelles, c'est au niveau de l'OPGI de Skikda que se

trouvent les dossiers des concernés une étude plus approfondie serait la cause du retard. L'affaire des 58 logements sociaux de Saïd Bousbaâ dure depuis 18 mois. A cette époque, la liste des bénéficiaires a été affichée. Un mouvement de contestation s'en est suivi. Ensuite, des recours ont été déposés au niveau de la daïra

d'El Harrouche. Dix-sept jours, comme déjà rapporté, après le tirage au sort, les arrêtés n'ont pas encore été octroyés aux 58 locataires. Ces derniers menacent de recourir à d'autres voies de protestation, si jamais leurs revendications ne sont pas prises en considération d'ici jeudi.

Zaïd Zoheir

RELIZANE

# Une jeune fille tente de mettre fin à ses jours

Une jeune fille 23 ans, originaire de la ville de Relizane, a tenté, hier, de se suicider dans le domicile parental en ingurgitant de l'acide.

Evacuée vers l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Relizane, elle a été gardée sous surveillance médicale.

C'est le troisième cas de suicide enregistré dans la wilaya de Relizane durant ce mois.

A. Rahmane

KHENCHELA

# Les lycéens assiègent l'APC de Tamza

Plus de 200 lycéens, en colère, sont sortis en masse dans la rue dès la première heure de la matinée d'hier et ont assiégé le siège de la mairie de Tamza et empêché les employés de rejoindre leurs bureaux et ce, en signe de protestation contre le silence des autorités concernées quant à leurs problèmes.

Ces élèves, qui étaient accompagnés de leurs parents, vivent, disent-ils, le calvaire au quotidien, contraints de parcourir des kilomètres et de manger dehors en l'absence de ramassage scolaire et de cantine. Ils demandent aux élus de tenir leur promesse de créer la demi-pension au niveau du lycée.

Benzaïm Abdelouahab